CTB

AGENCE BELGE
DE DÉVELOPPEMENT

RAPPORT ANNUEL 2011

PROGRAMME D'APPUI À L'ETAT CIVIL (EC)

MLI1103611

Table des matières

1 ABRÉVIATIONS 3

2 FICHE PROJET 5

3 PRÉAMBULE 6

3.1 APERÇU DE L'INTERVENTION 6

3.2 POINTS SAILLANTS 6

3.3 LEÇONS APPRISES ET RECOMMANDATIONS 6

4 EVOLUTION DU CONTEXTE 6

5 ANALYSE DE L'INTERVENTION 7

5.1 ANCRAGE INSTITUTIONNEL ET MODALITÉS D'EXÉCUTION 7

6 SUIVI DES DÉCISIONS PRISES PAR LA SMCL 7

7 ANNEXES 7

1 Abréviations

ABS	Appui Budgétaire Sectoriel
AOPP	Association des Organisations Professionnelles Paysannes
API	Agence pour la Promotion des Investissements au Mali
ATI	Assistant Technique Internationalsur
BSI	Budget Spécial d'Investissement
CDMT	Cadre des Dépenses à Moyen Terme
CET	Centre d'enfouissement technique
CNOP	Coordination Nationale des Organisations Paysannes
COTAPE	Coordination des Organisations Travaillants dans l'Assainissement Publique et l'Environnement)
CPS	Cellule de Planification et de suivi
CRA	Chambre Régionale d'Agriculture
CSCRP	Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté
DAF	Direction Administrative et Financière
DGD	Direction Générale de la Coopération et du Développement
DGMP	Direction Générale des Marchés Publics
DNA	Direction Nationale de l'Agriculture
DNCT	Direction Nationale des Collectivités Territoriales
DNH	Direction Nationale de l'Hydraulique
DNP	Direction Nationale de la Pêche
DNPD	Direction Nationale de la Planification du Développement
DNPIA	Direction Nationale des Productions et Industries Animales
DNSV	Direction Nationale des Services Vétérinaires
DRACPN	Direction Régionale de l'Assainissement et du Contrôle des Pollutions et des Nuisances
FIT	Financial Information Tool
GIDD	Gestion intégrée et durable des déchets solides
GIE	Groupement d'Intérêt Economique
GRM	Gouvernement de la République du Mali
IOV	Indicateur Objectivement Vérifiable
LOA	Loi sur l'Orientation Agricole
MA	Ministère de l'Agriculture
MAECI	Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale
MATCL	Ministère de l'administration territoriale des collectivités locales
MENOR	Monitoring Externe National Orienté vers les Résultats

MEP	Ministère de l'Elevage et de la Pêche
MIIC	Ministère de l'Industrie, des Investissements et du Commerce
MTR	Mid Term Review : évaluation à mi parcours
ONG	Organisations Non Gouvernementales
OP	Organisation Paysanne
P/P	Projets et Programmes
PAEX	Programme d'Appui en Expertise
PAREC	Programme d'appui à la réalisation des études et consultations
PAS	Plan de Passage à l'Approche Sectorielle
PASDR	Plan de Passage à l'Approche Sectorielle dans le Développement Rural
PDA	Politique du Développement Agricole
PDESC	Programme de développement économique, sociale et culturelle
PIB	Produit Intérieur Brut
PIC	Programme Indicatif de Coopération
PME	Petits et Moyens Entreprises
PNA	Politique Nationale d'Assainissement
PNISA	Programme National d'Investissement dans le Secteur Agricole
PTA	Plan Triennal d'Activités
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
SACPN	Secteur de l'Assainissement et du Contrôle des Pollutions et des Nuisances
SDR	Secteur Développement rural
SDDR	Schéma Directeur du Développement Rural
SE	Suivi - Evaluation
SEEUDE	Secteur de l'Eau, Environnement, Urbanisme et Domaines de l'Etat
SMCL	Structure Mixte de concertation Locale
ST	Service Technique déconcentré
TEOM	Taxe d'enlèvement des ordures ménagères
TDR	Termes de Référence
UGP	Unité de gestion du projet
UI / US	Unité Informatique / Unité Statistique
UPSE	Unité Programmation et suivi-évaluation de la CPS SDR

2 Fiche projet

Chronologie et documents

Phase	EXE				
Début projet	05/12/2011	**Durée projet**	36 mois	**Fin projet**	04/12/2014
Début CS	05/12/2011	**Durée CS**	40 mois	**Fin CS**	04/06/2015

XXXXXX	Signature de la Convention de Mise en Oeuvre
05/12/2011	Signature de la Convention Spécifique entre la République du Mali et le Royaume de Belgique

Description

Le programme d'appui à l'état civil au Mali est doté d'un budget de **129.389 EURO** dont 1 million à charge de la partie belge. Il fait partie intégrante du programme d'appui à la décentralisation / déconcentration mis en œuvre dans le cadre du Programme Indicatif de Coopération (PIC 2009-2012)

Le projet est ciblé plus particulièrement sur la région de Koulikoro. Ce ciblage rapproché doit permettre un accompagnement plus efficace de tous les acteurs impliqués dans l'état civil. Il permettra en outre de mutualiser les moyens disponibles, notamment, dans le cadre du PADK2.

Les résultats renvoient au programme de consolidation et de modernisation de l'état civil 2010-2012 du gouvernement malien. Ils s'appuient en outre sur les résultats enregistrés par le PADK1. A ce titre,

- Les centres de déclaration et les centres d'état civil feront l'objet d'une attention particulière car ils constituent la « porte d'entrée » dans le système.
- Le projet appuiera également des missions de suivi du fonctionnement des centres d'état civil et des centres de déclaration.
- Le genre et le droit des enfants sont pris en compte de façon explicite, compte tenu de l'importante de l'état civil pour la protection des couches les plus vulnérables de la population.

Les modalités d'exécution de l'intervention restent dans le cadre connu de la régie et de la cogestion. L'organe de pilotage - la SMCL - est commun à celui du PADK II et de l'Appui Institutionnel au MATCL afin de faciliter la cohérence et la complémentarité entre les interventions.

Objectif Global
Contribuer à assurer la sécurité juridique du citoyen, la paix et la stabilité à travers un système d'état civil fiable, sécurisé et harmonisé sur l'ensemble du territoire.

Objectif Spécifique
Le système de gestion de l'état civil est renforcé au niveau des institutions responsables tant au niveau central que décentralisé dans la région de Koulikoro..

Finance

	Cogestion	Régie	Total
Budget	**587.550 €**	**412.450 €**	**1.000.000 €**
Taux d'exécution 31/12/2011	**0 €**	**0 €**	**0 €**

3 Préambule

S'agissant d'un nouveau projet, dont la convention spécifique n'a été signée que le 5 décembre 2011, ce rapport est volontairement synthétique

3.1 Aperçu de l'intervention

Logique d'intervention	Pertinence	Efficience	Efficacité	Durabilité
Objectif Spécifique : Le système de gestion de l'état civil est renforcé au niveau des institutions responsables tant au niveau central que décentralisé dans la région de Koulikoro	n/a	n/a	n/a	n/a

Légende : A - Très satisfaisant, B – Satisfaisant, C – Insatisfaisant, D – Très insatisfaisant

Etat d'exécution financière

Budget (EUR)	Dépenses 2011 (EUR)	Solde budget	Taux d'exécution
1.000.000	0 EUR	1.000.000 EUR	0 %

Planification financière 2012

	Q1	Q2	Q3	Q4
Cogestion	0,15	0,25	0,25	133,25
Régie		65	40	105

3.2 Points saillants

Aucune activité n'ayant encore été entamée dans le cadre du projet, il est trop tôt pour parler de points saillants. Toutefois, la période électorale qui s'ouvre, en 2012, invite à penser que toutes les conditions ne seront pas réunies pour mener des activités d'outreach auprès de la population, ou de la société civile, avant septembre/octobre 2012. Aussi, la programmation financière a-t-elle été revue afin de porter l'accent sur l'achat d'équipement, la réalisation des quelques constructions/aménagements prévus, etc.

Hormis la première réunion de la SMCL, prévue dans le courant du premier trimestre 2012, il est prévu de mobiliser le conseiller technique au cours de cette même période, et de voir désigner le point focal au sein de la MACEC. Les activités devraient ainsi pouvoir démarrer, sur le terrain, en avril 2012.

3.3 Leçons apprises et recommandations

N/A

4 Evolution du contexte

Aucune évaluation significative du contexte n'a été relevé dans le courant de l'année 2011, au regard de ce projet.

5 Analyse de l'intervention

5.1 Ancrage institutionnel et modalités d'exécution

Le projet dispose d'un double ancrage, au sein du gouvernorat à Koulikoro, et au sein de la MACEC à Bamako, pour le suivi de sa mise en œuvre et l'alignement sur le programme national.

Indéniablement, il est trop tôt pour évaluer ce dispositif. Il est attendu toutefois du point focal qu'il alimente la réflexion quant aux différentes activités conduites par le projet. L'ancrage au gouvernorat risque d'être plus compliqué à opérationnaliser, le gouverneur n'ayant pas véritablement de responsabilité en matière d'Etat civil. Les préfets par contre, sous sa tutelle, sont des acteurs incontournables du système.

6 Suivi des décisions prises par la SMCL

L'organe de pilotage n'a pas encore tenu sa première réunion. Cette première réunion devrait toutefois pouvoir se tenir dans le courant du 1er trimestre 2012. Comme indiqué plus haut, cet organe de pilotage est le même que pour le PAI MATCL et la PADK2.

7 Annexes

- ***Annexe 1 : Planification financière Q1-2012***